

au creusement des canaux d'irrigation, au reboisement et à d'autres services d'utilité publique. D'autre part, des enfants, des mères et des étudiants tiraient profit des divers projets relatifs à l'instruction et à l'hygiène. A la fin de 1972, 538 projets avaient été approuvés dans 87 pays, ce qui représentait un engagement total de 1 milliard 135 millions de dollars et 154 opérations d'urgence avaient été approuvées dans 72 pays, au coût de 114 millions de dollars.

La *Campagne mondiale contre la faim/action pour le développement* a été lancée en 1960 dans le but de rendre la collectivité mondiale plus consciente des problèmes de la faim et de favoriser une meilleure compréhension des causes fondamentales du sous-développement. Des personnes et des groupes de citoyens ont contribué des sommes importantes qui ont été affectées de plus en plus à des projets d'auto-assistance. Ces projets étaient conçus de façon à montrer aux populations des pays en voie de développement qu'il leur était possible d'améliorer leurs conditions de vie de plusieurs façons. A la fin de 1972, 132 projets étaient en voie d'exécution dans le cadre desquels les organismes bénévoles ont contribué pour 2.25 millions de dollars cette année.

Le *Programme de coopération de l'industrie de la FAO* aide aux pays à élaborer des projets qui devraient vraisemblablement recevoir l'appui de l'industrie privée et incite les investisseurs à participer aux projets au stade de leur élaboration. Le Programme a été créé en 1966 et il est subventionné par les cotisations d'environ 90 sociétés membres.

Pour résumer, l'objectif fondamental des programmes sur le terrain de la F.A.O. est d'aider les gouvernements à établir leurs programmes nationaux de développement afin d'assurer l'utilisation maximum qui permettront aux pays de faire face à tous les problèmes de développement.

Politiques relatives aux produits

La Conférence tenue à Québec en 1945 a confié à la F.A.O. de vastes responsabilités dans le domaine de la politique économique. L'Organisation a servi de forum aux gouvernements qui envisageaient la création d'une commission alimentaire mondiale et d'une sorte de chambre de liquidation internationale des produits. Les pays membres ont formé un Comité des produits et un bon nombre de groupes d'études s'intéressant aux secteurs suivants: céréales, graisses et huiles, riz, thé, graines de lin, viande, jute et fibres dures, agrumes, cacao et bananes. L'Organisation et ses membres ont mis au point des principes de liquidation des surplus qui, dans le cas des produits agricoles, permettaient de minimiser les atteintes au trafic commercial. La F.A.O. a aussi élaboré des principes directeurs